

# Les programmes présidentiels à [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## Les principales propositions de Nicolas Sarkozy

### Culture et communication

- Gratuité des musées nationaux.
- Augmentation du budget de la culture, suppression des freins au mécénat.
- Accroître les obligations des chaînes de télévision publique en matière d'émissions culturelles.
- Soutien aux droits d'auteur et aux droits voisins ; création d'une agence chargée de régler les litiges entre ayants droit et professionnels d'Internet.
- Soutien au développement du logiciel libre.

### Economie et emploi

- Conditionnement des exonérations de charge à la hausse des salaires.
- Création d'un contrat de travail unique, à durée indéterminée, à droits progressifs, plus souple en matière de licenciement économique.
- Tout minimum social sera obligatoirement assorti d'un travail d'intérêt général.
- L'allocation-chômage ne pourra être inférieure au smic, mais un demandeur d'emploi ne pourra pas refuser plus de trois offres correspondant à ses compétences.
- Augmentation de la prime pour l'emploi.
- Exonération de charges pour les heures supplémentaires.
- Création d'un système de capital-risque public et de prêt à taux zéro pour les créations d'entreprises.
- Relance des négociations sur la baisse de la TVA sur la restauration.
- Un bouclier fiscal sur 50 % des revenus.
- Défisicalisation totale des emplois de services à la personne.
- Exonération des droits de succession pour les patrimoines « petits et moyens ».
- Ramener en cinq ans la dette publique sous les 60 % du PIB.
- Réduction de 4 % du PIB des prélèvements obligatoires.
- Réserve d'une partie des marchés publics aux PME.

### Education

- Scolarisation de tous les enfants handicapés d'ici cinq ans.
- Création d'une filière d'excellence de formation des enseignants en cinq ans.
- Suppression progressive de la carte scolaire, simplification de l'inscription dans le privé.
- Division par deux des effectifs des établissements les plus dégradés.
- Création de filières d'excellence dans tous les lycées (les 5 % des meilleurs élèves rejoindront les classes préparatoires aux grandes écoles).
- Augmentation des bourses ; les revenus des étudiants qui travaillent seront défiscalisés et ne seront pas pris en compte dans le calcul de leurs ressources pour l'attribution de bourses et de logements.

- Prêts à taux zéro pour les étudiants contre l'engagement de suivre un programme d'accès à l'emploi.
- Renforcement de l'éducation civique.
- Augmentation du budget de l'enseignement supérieur de 50 %.
- Doublement des places en IUT et en licences professionnelles.
- Augmentation du budget de la recherche de 40 % d'ici à 2012.
- Création d'un service civique de six mois, qui pourrait être rendu obligatoire après expérimentation.

## Environnement

- Taxer la pollution plutôt que le travail.
- Maintien de la production d'énergie nucléaire pour limiter le rejet de gaz à effet de serre.
- Promotion d'un droit international de l'environnement.

## Europe

- Renforcement de la préférence communautaire en matière économique.
- Réévaluation de l'euro.
- Opposition à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne.
- Vote sur un nouveau traité européen simplifié par voie parlementaire : présidence stable du Conseil européen, création d'un ministre des Affaires étrangères de l'Union.
- Augmentation du budget consacré à la défense européenne.

## Famille et logement

- Instauration d'une discrimination positive fondée sur des critères sociaux, économiques et éducatifs.
- Objectif de zéro SDF dans deux ans.
- Création de prêts immobiliers garantis par l'Etat.
- Construction en dix ans des 700 000 logements manquants pour résorber la crise du logement.
- Extension des allocations familiales aux familles avec un enfant.
- Opposition au mariage, mais favorable à une union civile pour les couples de même sexe.

## Immigration et intégration

- Instauration de l'"immigration choisie".
- Modification du regroupement familial : un immigré ne pourra faire venir sa famille en France que s'il a un revenu provenant d'un travail et un logement décent.
- Obligation pour les immigrés d'apprendre à lire et à écrire le français.
- Mise en place de la discrimination positive.
- Réforme des lois sur la laïcité : l'Etat pourra participer à la formation et au financement des cultes.

## Institutions et réforme de l'Etat

- Instauration du service minimum dans les services publics.
- Suppression des organismes inutiles, augmentation de la productivité des services publics.
- Financement des dépenses courantes de l'Etat assuré uniquement par l'impôt.
- Création d'un « guichet unique » pour les démarches administratives des PME.
- Limitation de la présidence de la République à deux mandats ; responsabilité du président devant le Parlement.
- Limitation du nombre de ministres à quinze.
- Non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, augmentation des salaires et de la formation dans la fonction publique.

#### Justice et sécurité

- Création de peines-planchers pour les multirécidivistes.
- Création d'une note de discipline dans les écoles.
- Placement sous tutelle des allocations familiales pour les parents qui n'assument pas leurs obligations.
- Introduction d'un jury au tribunal correctionnel pour les affaires importantes.
- Réforme de l'ordonnance de 1945 sur la responsabilité pénale des mineurs.

#### Politique étrangère et défense

- Maintien du budget de la défense à son niveau actuel.
- Développement de nouvelles armes (armes antimissiles).
- Création d'un conseil de sécurité national, rattaché au président de la République, et d'une agence de sécurité civile.
- Lancement d'une réflexion sur la doctrine de dissuasion nucléaire.
- Limitation de la présence militaire française en Afrique.
- Politique ferme sur la question du nucléaire iranien, dans le cadre de l'Onu.

#### Santé et retraites

- Encouragement financier pour les médecins qui assument des tâches pour la collectivité.
- Alignement des honoraires des médecins généralistes sur ceux des spécialistes.
- Renforcement de l'autonomie des établissements hospitaliers.
- Alignement des régimes spéciaux des retraites sur le régime général.
- Revalorisation du minimum vieillesse.
- Prise en compte du temps passé à l'éducation des enfants dans le calcul des retraites.
- Instauration d'une franchise sur les actes médicaux.
- Augmentation à 50% du remboursement des soins dentaires et optiques.

## ***Les principales propositions de Ségolène Royal***

### Culture et communication

- Soutien à la création et à l'emploi culturel.
- Renforcement de l'enseignement artistique de la maternelle à l'université.
- Financement d'équipements culturels nouveaux par le biais des régions.
- Création d'une Haute Autorité pour le pluralisme, nommée par le Parlement.
- Renforcement des mesures anti-concentration dans la presse.
- Taxation des revenus publicitaires des chaînes privées au profit de l'audiovisuel public.

### Economie et emploi

Augmentation du smic à 1500 euros et conférence générale sur les salaires en juin 2007.

Création d'une agence nationale de ré-industrialisation.

- Réserve d'une partie des marchés publics aux PME.
- Modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'utilisation des bénéfices (réinvestissement ou distribution aux actionnaires).
- Simplification des démarches de création d'entreprise et amélioration de la protection sociale des entrepreneurs.
- Réglementation par l'Etat des tarifs bancaires.
- Les entreprises ne pourront recevoir d'aides publiques que si elles ne licencient pas quand elles dégagent des profits substantiels ; en cas de délocalisation, les entreprises devront rembourser les aides.
- Suppression du CNE ; modulation des aides aux entreprises en fonction du type de contrat qui y est appliqué.
- Négociations pour consolider les acquis des 35 heures et réduire leurs effets négatifs.
- Aucun jeune ne restera au chômage plus de six mois sans bénéficier d'un emploi aidé, d'un tutorat rémunéré ou d'une formation.
- Création de prêts à taux zéro de 10 000 euros pour les jeunes.
- Tout bénéficiaire de minima sociaux reprenant le travail bénéficiera d'un tiers de revenus supplémentaires.
- Indemnisation du chômage pendant un an égale à 90 % du dernier salaire net perçu, assortie d'une formation qualifiante.
- Promotion d'un syndicalisme de masse ; information systématique sur le droit syndical à la signature du contrat de travail.
- Etablissement d'une charte pour l'égalité homme/femme au travail.
- Instauration de taux planchers sur l'impôt sur les sociétés, afin de freiner les délocalisations.

### Education

- Mise en place d'un soutien scolaire gratuit pour tous les élèves.
- Augmentation de 10 % par an du budget de la recherche.
- Droit à la formation et à la reconversion inversement proportionnel à la durée des études.

- Organisation d'états généraux participatifs de l'éducation.
- Scolarisation obligatoire à 3 ans.
- Dans les ZEP, pas plus de 17 élèves par classe en CP et CE1 ; financement supérieur de 25 % à celui des autres écoles.
- Révision de la carte scolaire pour démanteler les « ghettos scolaires ».
- Généralisation des écoles de parents, création d' « emplois-parents ».
- Augmentation du budget des universités pour le porter en cinq ans au niveau de celui existant en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- Création d'un service public de l'orientation.
- Création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, sous condition de ressources.
- Recrutement massif de surveillants, d'infirmières scolaires et d'assistantes sociales.
- Instauration d'un service civique volontaire pour les jeunes.

## Environnement

- 20 % de la production d'énergie issue de sources renouvelables d'ici à 2020.
- Création d'un pôle public de l'énergie entre GDF et EDF.
- Développement des transports collectifs via une taxe sur les profits des sociétés pétrolières.
- Application du principe pollueur-payeur ; objectif zéro déchet industriel d'ici à 2012.
- Mise en place d'une éco-redevance pour décourager le transport du fret par la route.
- Généralisation de l'isolation et des économies d'énergie dans le logement.
- Création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable.
- Promouvoir la création d'une organisation mondiale de l'environnement et d'une PAC mondiale.
- Promouvoir la réorientation de la PAC vers les aides agro-environnementales, TVA tendant vers zéro pour les éco-industries.
- Arrêt des cultures d'OGM en plein champ, lancement d'un grand débat public sur le sujet.

## Europe

- Négociation d'un traité institutionnel soumis à référendum.
- Renforcement des coopérations dans les domaines de l'environnement, de la recherche, de l'énergie.
- Création d'un gouvernement de la zone euro ; inscription dans les statuts de la Banque centrale européenne de l'objectif de croissance-emploi.
- Lancement d'une initiative européenne pour une conférence de paix et de sécurité au Proche-Orient.

## Famille et logement

- Augmentation des allocations-logement.
- Construction de 120 000 logements sociaux par an via une incitation au Livret A.

- L'Etat pourra se substituer aux maires qui n'appliquent pas la loi SRU ; sanctions financières pour les communes qui ne proposent pas une place d'hébergement d'urgence pour mille habitants.
- Création d'un service public de la caution.
- Simplification des procédures d'expulsion des locataires de mauvaise foi.
- Possibilité pour les communes d'acquérir les logements vacants spéculatifs.
- Extension des prêts à taux zéro ; dans le logement social, les locataires qui ont payé leur loyer pendant quinze ans pourront accéder à la propriété.
- Garantir l'égalité des droits pour les couples de même sexe.
- Doublement de l'allocation de rentrée scolaire, versée en deux fois.

## Immigration et intégration

- Création d'un visa permettant les allers-retours multiples sur plusieurs années.
- Rétablissement de la règle des dix ans comme critère de régularisation.
- Régularisation des sans-papiers à partir de critères de durée de présence en France, de scolarisation des enfants, de l'existence d'un contrat de travail.
- Introduction de l'histoire de l'esclavage dans les programmes scolaires.

## Institutions et réforme de l'Etat

Interdiction du cumul des mandats pour les parlementaires.

- Introduction d'une part de proportionnelle pour l'élection des députés ; réforme du mode de scrutin pour les sénatoriales.
- Abolition de l'article 49-3 et du vote bloqué pour les lois ordinaires.
- La présidence de la commission des finance sera confiée à un membre de l'opposition.
- Suppression du veto du Sénat en matière constitutionnelle.
- Intégration d'une charte de la laïcité à la Constitution.
- Droit de vote aux élections locales pour les étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans.
- Développement des services publics sur Internet et généralisation des logiciels libres dans l'administration.

## Justice et sécurité

- Doublement du budget de la justice, avec un plan d'urgence pour la justice des mineurs ; développement de brigades des mineurs dans les commissariats des grandes zones urbaines.
- Renforcement des moyens de sécurité dans les transports en commun, mise en place de gardiens dans tous les immeubles sociaux.
- Développement des centres éducatifs renforcés, si besoin avec encadrement militaire, et suppression des peines de prison pour les mineurs, sauf pour les atteintes graves aux personnes.
- Vote d'une loi-cadre contre les violences conjugales.
- Création d'une nouvelle police de quartier ; affectation de policiers expérimentés dans les secteurs difficiles, en contrepartie de primes.
- Mise en place de travailleurs sociaux de la police pour accueillir les victimes ; possibilité de déposer plainte par Internet.

- Renforcement de l'aide juridictionnelle ; mise en place d'un service public de recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes.
- Instauration de dates-butoirs pour la détention préventive ; présence d'un avocat dès la première heure de garde à vue.
- Création d'un organe indépendant de contrôle des prisons.
- Mise en place de procédures d'«action de groupe ».
- Modification de la composition du Conseil supérieur de la magistrature, pour équilibrer les nombres de membres magistrats et non-magistrats.

#### Politique étrangère et défense

- Préservation de la capacité de dissuasion nucléaire.
- Coopération accrue en matière de défense avec les pays européens.
- Réforme du FMI et de la Banque mondiale ; mise en place d'une taxe sur les flux financiers.
- Relance de la coopération euro-méditerranéenne.
- Promotion des médicaments génériques dans les pays en voie de développement.

#### Santé et retraite

- Augmentation de 5 % des petites retraites – qui seront versées le premier de chaque mois – et des allocations aux personnes handicapées.
- Plan de prévention et de recherche sur les maladies graves et les maladies orphelines.
- Création de dispensaires dans les zones rurales.
- Une consultation médicale gratuite par semaine pour les 16-25 ans ; contraception gratuite pour les jeunes femmes de moins de 25 ans.
- Renforcement des moyens de la médecine du travail, de la médecine scolaire et universitaire.
- Sanctions pour les médecins refusant les patients bénéficiant de la CMU.
- Rétablissements des moyens de soins pour les étrangers en situation irrégulière.

## ***Les principales propositions de François Bayrou***

### Culture et communication

- Téléchargement : rémunération modérée pour la copie privée, défense du logiciel libre.
- Signature de la charte des langues régionales et minoritaires.
- Vote d'une loi interdisant aux grands groupes qui vivent des commandes de l'Etat d'acquérir des entreprises de médias.

### Economie et emploi

- Autorisation de créer deux emplois sans charges dans chaque entreprise (hors charges de retraite : 10 % en tout), pendant cinq ans.
- Suppression des contrats de travail existants au profit d'un CDI universel à droits progressifs.
- Unification des minima sociaux en une allocation unique par points, conciliable avec un salaire de manière dégressive.
- Libération du système des 35 heures, avec des heures supplémentaires rémunérées 35 % de plus, y compris dans la fonction publique.
- Vote d'un « small business act » à la française : fiscalité avantageuse pour les PME, exonérations de charges, simplification des démarches administratives.
- 100 % des petits marchés publics et 20 % des marchés de plus de 50 000 euros réservés aux PME.
- Inscription dans la Constitution de l'obligation de consulter les partenaires sociaux avant toute réforme du code du travail.
- Création d'une cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, hausse de la CSG, taxe sur les mouvements financiers.
- Imposition sur le patrimoine à base large, à partir de 750 000 euros, sans exemptions, mais à taux léger.
- Suppression du déficit de fonctionnement de l'Etat en trois ans ; inscription dans la Constitution de l'interdiction pour l'Etat de présenter un budget en déficit primaire.
- Limitation des niches fiscales à 20 % de l'impôt dû.
- Exemption d'impôt pour les revenus des brevets des chercheurs français ou résidant en France.
- Exonération des successions en ligne directe jusqu'à 200 000 euros.

### Education

- Création d'un service civique obligatoire de six mois.
- Création de parcours d'excellence, notamment dans les collèges.
- Création d'un contrat de travail et de formation professionnelle pour les jeunes sans formation, avec une prise en charge de la part du salaire consacrée à la formation.
- Augmentation du nombre d'éducateurs et de surveillants dans les écoles.
- Refonte de la carte scolaire.

- Doublement en dix ans de l'investissement par étudiant dans l'enseignement supérieur.
- Augmentation de 5 % par an sur dix ans du budget de la recherche.

## Environnement

- Réforme de la PAC pour favoriser l'agriculture biologique.
- Chasse : mise en place d'un plan associant experts indépendants et chasseurs.
- Création d'une taxe sur la consommation des carburants fossiles.
- Diminution de 25 % de la consommation d'énergie d'ici à 2020.
- Maintien de la production d'énergie nucléaire, assortie d'une obligation de transparence.
- Baisse de 10 km/h de la vitesse sur les routes.

## Europe

- Rédaction d'une nouvelle proposition de Constitution européenne, soumise au vote des Français.
- Politique européenne concertée sur l'immigration.
- Harmonisation de la fiscalité européenne, notamment écologique.
- Intervention accrue de l'Union européenne dans les crises au Proche-Orient.
- Création d'une communauté euro-méditerranéenne d'entraide, sans adhésion de la Turquie à l'UE.

## Famille et logement

- Destruction des grandes barres d'immeubles pour favoriser la mixité sociale.
- Un seuil de 25 % de logements sociaux dans tout nouveau projet immobilier.
- Unification des minima sociaux en une allocation unique, par points, temporairement conciliable avec un salaire de manière dégressive.
- Soutien à une union civile et au droit d'adoption simple pour les homosexuels, mais opposition au mariage homosexuel.
- Création d'un code de la laïcité.
- Remplacement du système des syndicats représentatifs par le principe majoritaire : un accord ne sera valide que s'il est signé par des syndicats représentant la moitié des salariés d'un secteur.
- Revalorisation du minimum vieillesse et des petites retraites à 90 % du smic.

## Immigration

- Favoriser le développement de l'Afrique pour stopper l'incitation à l'immigration.
- Création d'un ministère de l'immigration.

## Institutions et réforme de l'Etat

- Instauration d'une VI<sup>e</sup> République, avec un président responsable à mandat unique, un Parlement fort, et des autorités de contrôle indépendantes pouvant être saisies par les citoyens.

- Interdiction du cumul des mandats, suppression de la possibilité de voter par procuration pour les députés, salaire des parlementaires indexé sur leur présence à l'Assemblée.
- Fusion des conseils généraux et régionaux dans une seule institution.
- Attribution des pleins pouvoirs locaux aux communes, fédérées en intercommunalités, y compris en matière de sécurité.
- Attribution des pouvoirs d'aménagement du territoire, d'équipement et de solidarité aux régions.
- Introduction de la proportionnelle : au-dessus de 5 % des voix, tout courant doit être représenté par des élus à l'Assemblée nationale.
- Augmentation de la productivité des fonctionnaires de 2 % chaque année, avec augmentation de leur pouvoir d'achat.
- Instauration d'un service minimum dans les transports publics et d'un système de représentation des usagers.
- Utilisation du référendum pour les grands projets de l'Etat.
- Instauration de l'obligation de voter et prise en compte des votes blancs.
- Refus d'un statut spécial pour les institutions corses.
- Suppression du « domaine réservé » du président en matière d'affaires étrangères.

#### Justice et sécurité

- Doublement du budget de la justice en dix ans.
- Abolition de l'amnistie présidentielle.
- Systématisation du principe de réparation du tort causé à autrui ou à la collectivité pour les délinquants.
- Autorité du maire sur la police de proximité.
- Enseignement de la loi à l'école.
- Application plus rapide des peines, création de peines de travaux d'intérêt général de 3, 6 et 12 mois.
- Investiture du garde des sceaux par le Parlement et non plus par le président de la République.
- Réaffirmation du rôle d'arbitre du juge d'instruction.
- Augmentation des moyens accordés à la lutte contre les violences faites aux femmes.

#### Politique étrangère et défense

- Augmentation de l'aide humanitaire et diplomatique au Darfour.
- Renforcement de la recherche militaire et du renseignement, notamment économique.
- Réaffirmation de la doctrine nucléaire : l'arme atomique ne peut être utilisée qu'en dernier recours, lutte contre la prolifération.
- Fermeté face à l'Iran sur la question du nucléaire.
- Conditionnement de l'aide humanitaire au respect de l'Etat de droit.

#### Santé et retraites

- Réforme du système de retraite soumise à référendum.

- Instauration d'un système de retraite universelle par points, y compris les régimes spéciaux, où les salariés choisissent librement l'âge de leur départ à la retraite, son montant augmentant avec le temps de cotisation.
- Plan pour les petites retraites, fixant 90 % du smic comme niveau de la retraite la plus basse.
- Prise en compte de la pénibilité dans le calcul des retraites.
- Gestion des politiques de santé au niveau régional.

## ***Les principales propositions de Jean-Marie Le Pen***

### Culture et communication

- Abolition de la loi DADVSI et instauration de la licence globale.
- Retour sur les réformes récentes de la langue française, notamment la féminisation des noms.
- Défense de l'exception culturelle.
- Redistribution partielle des droits de retransmission des épreuves sportives aux clubs amateurs.

### Economie et emploi

- Instauration de la préférence nationale : à compétence égale, les emplois seront prioritairement réservés aux citoyens français.
- Rétablissement de droits de douane modulables pour certains produits.
- Une allocation supplémentaire de 200 euros pour les salaires jusqu'à 1,4 fois le smic, financée par transfert des cotisations salariales.
- Découpage en quatre tranches de l'impôt sur le revenu (0, 10, 15 et 20 %) ; utilisation des mêmes tranches pour l'impôt sur les successions en ligne directe.
- Découpage de l'impôt sur les sociétés en trois tranches (10, 15 et 20 %) pour les PME ; baisse à 10 % du taux d'imposition sur les plus-values d'entreprises pour les PME.
- Création d'une caisse de compensation de la dette agricole ; exonération des entreprises agricoles de toutes charges pour cinq ans.
- Renégociation par branche de la durée du temps de travail.
- Suppression de 50 % des subventions aux entreprises.
- Possibilité pour l'Etat de placer temporairement sous son contrôle direct une entreprise-clé menacée.
- Conditionner le versement du RMI à une activité.
- Soustraire la résidence principale de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).
- Instauration du service minimum dans les services publics.

### Education

- Suppression progressive de la carte scolaire et du collège unique.
- Mise en place du « chèque scolaire », correspondant au coût moyen d'un élève, distribué aux parents qui peuvent ainsi financer l'école de leur choix pour leurs enfants.
- Réforme de la loi Falloux.
- Suppression des IUFM, remplacés par des centres pédagogiques régionaux.
- Obligation d'obtenir le brevet des collèges pour passer en seconde.
- Suspension des allocations familiales pour les parents d'enfants perturbateurs.
- Multiplication par quatre du nombre d'inspecteurs de l'éducation nationale ; suppression de 20 000 personnels administratifs et techniques.
- Proposer le passage du code de la route dans le programme scolaire au lycée.

- Interdiction des manifestations politiques d'étudiants ou d'enseignants pendant les heures de cours.
- Suppression des passerelles ZEP pour l'accès aux grandes écoles, au profit d'un soutien scolaire aux meilleurs élèves.
- Revalorisation du salaire des apprentis par une baisse des charges patronales.

## Environnement

- Poursuite des recherches sur les OGM avec application du principe de précaution, vote d'une loi sanctuarisant le droit des paysans à réensemencer une partie de leur récolte.
- Maintien de la production d'énergie nucléaire, relance du projet de surgénérateur.
- Défisiscalisation des biocarburants fabriqués en France.
- Instauration de droits de douane spécifiques pour les produits des pays ne respectant pas les normes environnementales, utilisés pour le développement des transports.
- Application du principe pollueur-payeur ; surveillance par satellite des cargos naviguant dans les eaux françaises ; interdiction des pavillons de complaisance.
- Inclure dans le prix des produits le coût de leur recyclage.
- Limitation des élevages en batterie et des expérimentations sur les animaux.
- Poursuite des créations d'autoroutes.

## Europe

- Rétablissement de frontières internes à l'Union européenne ; rétablissement de la préférence communautaire.
- Suppression du monopole de la Commission européenne pour les négociations commerciales.
- Demande d'une réforme de la Banque centrale européenne pour qu'elle encourage le plein emploi ; en cas de blocage, retour au franc.
- Rejet du pacte de stabilité pour pouvoir investir dans des services publics.
- Ajout à la Constitution de l'obligation de faire un référendum avant toute modification des traités européens.
- Renforcement des coopérations ciblées au sein d'une Europe des nations allant de Brest à Vladivostok.
- Refus de la coopération policière au sein d'Europol, police supranationale, au profit d'Interpol ; refus du mandat d'arrêt européen.

## Famille et logement

- Création d'un revenu parental : un smic pendant trois ans pour les deux premiers enfants, pendant dix ans pour le troisième.
- Une part fiscale sera accordée dès le premier enfant.
- Promotion de l'adoption prénatale. Inscription dans la Constitution du caractère sacré de la vie.
- Les allocations familiales seront réservées aux familles française, revalorisées et indexées sur le coût de la vie.

- Création d'une carte France-famille à partir du deuxième enfant, donnant droit à des réductions dans les transports et les lieux culturels ou sportifs.
- Priorité accordée aux citoyens français pour les logements sociaux.
- Création d'un prêt familial au logement, garanti par l'Etat.
- Toute location de logement sera soumise à un contrôle vérifiant l'habitabilité du logement et le montant du loyer.

### Immigration et intégration

- Expulsion des sans-papiers.
- Rétablissement de la double peine.
- Suppression des aides sociales pour les étrangers.
- Suppression de la double nationalité et de l'acquisition automatique de la nationalité française.
- Suppression du regroupement familial.
- Réduction de la carte de séjour de dix à trois ans.
- Suppression de la discrimination positive.
- Fermeture des mosquées salafistes et tabligh.
- Allègement du prix du transport aérien entre la métropole et l'outre-mer.

### Institutions et réforme de l'Etat

- Instauration du vote à la proportionnelle intégrale aux élections européennes, nationales, régionales, départementales, municipales, professionnelles et sociales.
- Inscription dans le préambule de la Constitution du principe de préférence nationale.
- Un seul mandat de sept ans pour le président de la République.
- Mise en place d'une « République référendaire » : toutes les grandes réformes seront soumises à référendum.
- Incompatibilité d'une fonction politique et d'un emploi de fonctionnaire.
- Recrutement de salariés du privé âgés de plus de 45 ans dans la fonction publique.
- Réorganisation de la fonction publique en trois corps (civil, militaire et police) pour faciliter la mobilité des fonctionnaires.
- Non-remplacement d'une partie des départs à la retraite dans la fonction publique.
- Suppression de l'ENA.

### Justice et sécurité

- Rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves.
- Ouverture de 75 000 places de prison ; création de structures différentes pour les petits et gros délinquants.
- Revalorisation des salaires et des retraites des gardiens de prison.
- Recrutement de 5 000 magistrats.
- Suppression des syndicats de magistrats.
- Application du principe de la tolérance zéro ; développement des peines incompressibles.

- Vote d'une loi punissant de prison ferme les hommes politiques reconnus coupables de corruption ou d'enrichissement personnel.
- Etablissement d'une présomption de légitime défense pour les policiers.
- Sévérité accrue pour les auteurs de violences contre les forces de l'ordre.
- Abaissement de l'âge de la responsabilité légale à 10, 13 et 15 ans.

#### Politique étrangère et défense

- Sortie de l'OTAN.
- Augmentation du budget de la défense de 1,8 à 2,6 % du PIB.
- Recrutement de 70 000 soldats supplémentaires.
- Création de deux groupes de porte-avions, construction d'avions gros porteurs.
- Création d'un service militaire volontaire de six mois.
- Rupture avec la politique américaine de confrontation avec le monde musulman.
- Soutien à des négociations entre Israël, la Palestine, la Syrie et l'Iran.
- Refus du droit d'ingérence de l'ONU ; respect du principe de souveraineté des Etats.
- Soumettre les aides au développement à la coopération des pays en matière d'immigration.

#### Santé et retraites

- Retraite à 65 ans avec 40 annuités, possibilité de continuer à travailler au-delà.
- Alignement des régimes spéciaux sur le régime général.
- Alignement du niveau des retraites des agriculteurs sur le niveau moyen des Français.
- Forte politique nataliste pour financer les retraites.
- Pension de réversion portée à 60 % de la retraite réelle du conjoint décédé.
- Revalorisation des retraites selon l'indice d'évolution des salaires.
- Revalorisation des pensions des anciens combattants.
- Abandon du numerus clausus en faculté de médecine.
- Interdiction du clonage, des recherches sur embryon et de l'euthanasie médicalement assistée.
- Création de 12 000 places en hospitalisation à domicile.
- Instauration d'un dépistage obligatoire du sida pour le personnel soignant, lors de l'examen prénuptial et pour les victimes de viol.

## ***Les principales propositions d'Olivier Besancenot***

### Culture et communication

- Retrait du protocole d'accord de juin 2003 sur l'assurance-chômage des intermittents ; garantie d'une protection sociale et d'un revenu minimum pour les travailleurs de la culture.
- Augmentation conséquente du budget consacré à la culture.
- Gestion des outils culturels par des instances collectives associant professionnels et usagers.
- Interdiction de la publicité sur les chaînes télévisées et radio de l'audiovisuel public. Augmentation de la redevance audiovisuelle dans le cadre de son intégration à l'impôt sur le revenu.
- Protection de la liberté de création des artistes, contre la censure et l'ordre moral.

### Economie et emploi

- Reconnaissance du CDI à temps plein comme forme unique du contrat de travail : suppression du CNE, limitation drastique des CDD et de l'intérim avant leur suppression.
- Requalification systématique des contrats précaires et des temps partiels.
- Réduction du temps de travail sans perte de salaire, sans flexibilité et avec les embauches correspondantes, à 32 h hebdomadaires immédiatement pour toutes les entreprises et à 30 h très rapidement.
- Vote d'une loi interdisant les licenciements.
- Création d'un fonds de sécurité sociale professionnelle financé par des cotisations patronales assises sur les salaires, et géré par des représentants des salariés.
- Maintien d'une rémunération égale au salaire antérieur en cas d'absence d'emploi : aucune rémunération inférieure au smic.
- Embauches massives dans les services publics ; reconstruction d'un vaste service public sur la base du monopole public.
- Fixation immédiate du smic à 1 500 euros net mensuels. Augmentation de 300 euros de tous les salaires et minima sociaux.
- Suppression des subventions publiques (ou exonérations de charges) aux entreprises privées.
- Suppression des impôts indirects (TVA) ; restauration de la progressivité de l'impôt sur le revenu avec augmentation du nombre de tranches.
- Taxation lourde sur le capital et les bénéfiques (retour au taux d'imposition de 50 % pour les bénéfices des sociétés).
- Application stricte de l'égalité salariale hommes-femmes, reconnaissance des qualifications des métiers féminins.

### Education

- Abrogation de la loi Fillon, de la loi sur la recherche (2003), du plan Allègre, des décrets de décentralisation et de la loi sur l'égalité des chances.
- Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans.

- Gratuité des études pour tous.
- Augmentation considérable des moyens matériels et humains de l'éducation nationale pour une réduction significative du nombre d'élèves par classe.
- Développement d'une formation professionnelle publique indépendante du patronat.
- Suppression des subventions publiques aux écoles privées, avant leur nationalisation (sans indemnisation ni rachat).
- Transfert aux personnels, aux parents et aux élèves des pouvoirs de décision sur le fonctionnement de l'école.
- Application stricte de la carte scolaire.
- Création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes.

## Environnement

- Instauration de la gratuité des transports en commun.
- Refus de l'EPR ; sortie du nucléaire en dix ans ; création d'un service public (avec monopole public) de l'électricité sans nucléaire.
- Interdiction de la commercialisation des OGM et de leur culture en plein champ.
- Transfert gratuit aux pays du Sud des technologies propres.
- Construction de logements sociaux dotés d'isolation performante.
- Développement de la recherche et des équipements en éolien, solaire et hydrolien.
- Interdiction du transport routier des marchandises sur de longues distances.

## Europe

- Lancement d'un débat général sur l'Europe, suivi de l'élection de représentants mandatés à une Assemblée constituante chargée d'élaborer une nouvelle Constitution, soumise ensuite à référendum dans chaque pays.
- Annulation de tous les traités européens antérieurs.
- Soumission de la Banque centrale européenne au contrôle des Assemblées nationales et européenne.
- Extension de la législation sociale des pays où elle est la plus favorable aux autres pays de l'UE.
- Suppression des directives liberticides votées sous prétexte de lutte contre le terrorisme.
- Reconnaissance au niveau européen et dans tous les pays de l'UE du droit à la contraception et à l'IVG.
- Abrogation de toutes les directives relatives à la libéralisation des services. Mise en place de services publics européens, sur la base du monopole public.
- Abrogation de l'espace de Schengen et mise en œuvre d'une politique d'accueil des immigrés fondée sur la reconnaissance du droit de circulation et d'installation.

## Famille et logement

- Création d'un service public gratuit de la petite enfance (crèches, garderies)
- Reconnaissance de l'égalité des droits indépendamment du choix de l'orientation sexuelle (mariage, parentalité, adoption).

- Renforcement du dispositif législatif et des campagnes contre l'homophobie ; droits pour les transgenres à changer d'état civil.
- Inéligibilité des maires qui n'appliquent pas la loi sur le quota de 20 % de logements sociaux dans leur commune.
- Allocation familiale égale pour chaque enfant, dès le premier et quel que soit le rang.
- Création d'un service public du logement et construction de logement sociaux.
- Application de la loi de réquisition des logements vides.

### Immigration et intégration

- Régularisation de tous les sans-papiers.
- Reconnaissance du droit au séjour, fondé sur la liberté de circulation et d'installation.
- Abrogation de toutes les lois consacrant le fait colonial.
- Arrêt des contrôles au faciès.
- Abandon de la condition de nationalité pour exercer des emplois dans la fonction publique.
- Reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections pour les étrangers.
- Reconnaissance de la diversité culturelle
- Arrêt des discriminations à l'embauche ou pour l'obtention d'un logement.

### Institutions et réforme de l'État

- Abolition de la Constitution de la Ve République : instauration de la proportionnelle intégrale pour les élections municipales, régionales et législatives.
- Instauration de la parité obligatoire dans tous les scrutins de liste.
- Interdiction du cumul des mandats et limitation du nombre de mandats successifs.
- Limitation des indemnités des élus, qui ne doivent pas gagner plus que ceux qu'ils représentent.
- Suppression du Sénat.
- Suppression de la fonction monarchique de président de la République .
- Election des structures intercommunales au suffrage universel direct.
- Renationalisation (sans indemnisation ni rachat) des entreprises privatisées ; nationalisation des activités bancaires et de crédit.

### Justice et sécurité

- Abrogation des lois sécuritaires (Vaillant, Perben, Sarkozy).
- Suppression des BAC (brigades anti-criminalité).
- Interdiction des milices privées et polices municipales.
- Désarmement des policiers au contact de la population.
- Réimplantation des services publics dans les quartiers populaires.
- Priorité absolue donnée à l'aide aux victimes : fort soutien public aux structures associatives de prévention et d'aide aux victimes.
- Passage d'une police de maintien de l'ordre à une police d'élucidation des faits.

- Réforme de la formation des gardiens de la paix, axée sur la déontologie ; fin de l'impunité pour les auteurs de bavures policières.
- Suppression de la procédure de comparution immédiate.
- Mise en place réelle de la collégialité des juges.
- Développement massif des peines alternatives à l'incarcération.
- Renforcement des pôles financiers.
- Suppression du fichier STIC (service de traitement des infractions constatées).
- Amnistie des condamnés des émeutes de novembre 2005, des manifestations lycéennes et du mouvement contre le CPE.
- Vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes.

## Politique étrangère et défense

- Sortie immédiate de l'OTAN.
- Plan de reconversion des industries d'armement.
- Retrait des troupes françaises stationnées en Afrique, en Afghanistan et au Liban.
- Suppression immédiate et unilatérale des armes de destruction massive, nucléaires, chimiques ou biologiques.
- Réduction drastique du budget militaire.
- Reconnaissance des libertés démocratiques (liberté d'expression, liberté syndicale) à l'armée.
- Abolition de la dette des pays du Sud.
- Indépendance monétaire des pays africains par rapport à l'euro.
- Droit à l'autodétermination et au libre choix de leur statut et de leur régime politique pour la Kanaky, la Polynésie, la Réunion, les Antilles, la Guyane et la Corse.

## Santé et retraites

- Mise en œuvre effective du droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits.
- Abrogation des réformes libérales et du plan hôpital 2007, de la tarification à l'activité, des montants non remboursables.
- Embauches massives de personnel soignant, dans le cadre de la fonction publique.
- Remboursement intégral des soins : suppression du forfait hospitalier. Remboursement intégral de tout médicament mis sur le marché.
- Suppression des lits privés dans les hôpitaux et nationalisation des cliniques privées.
- Nationalisation de l'industrie pharmaceutique.
- Légalisation du cannabis et dépénalisation de la consommation des drogues.
- Abrogation des réformes des retraites Balladur et Fillon.
- Départ à la retraite à taux plein à 60 ans, sur la base de 37,5 annuités, avec un taux de remplacement de 75 % du meilleur salaire de la carrière (le dernier pour les salariés du public) ; financement par l'embauche et la hausse des salaires.
- Maintien des régimes spéciaux.
- Aucune pension inférieure au smic : suppression du minimum vieillesse.



## ***Les principales propositions de Marie-George Buffet***

### Culture et communication

- Introduction des enseignements artistiques dès la maternelle.
- Défense de l'exception culturelle au sein de l'OMC ; soutien à la ratification de la convention sur la diversité culturelle de l'Unesco.
- Suppression du CSA, remplacé par un Conseil supérieur des médias, composé d'élus, de professionnels et de citoyens.
- Vote d'une loi interdisant la concentration dans les médias et l'édition.
- Suppression progressive de la publicité sur les chaînes publiques ; instauration d'une taxe sur les revenus publicitaires des chaînes privées.
- Réforme du droit d'auteur : soutien au développement d'Internet et des logiciels libres, rémunération des créateurs garantie par une taxe sur les profits des entreprises du secteur culturel.
- Inscription du droit à l'information dans la Constitution.

### Economie et emploi

- Augmentation du smic à 1 500 euros brut, fin du gel des salaires.
- Création d'un système de sécurité d'emploi ou de formation, assurant soit un emploi, soit une formation.
- Revalorisation du taux et de la durée d'indemnisation du chômage.
- Plan pluriannuel de résorption de l'emploi précaire, interdiction de l'emploi de stagiaires en remplacement de salariés.
- Possibilité pour les salariés d'imposer des moratoires suspensifs sur les délocalisations et restructurations.
- Application pleine des 35 heures, avancée vers les 32 heures.
- Sanctions financières pour les entreprises ne réduisant pas les disparités salariales entre hommes et femmes.
- Interdiction des marges arrière dans la grande distribution.
- Réforme de la PAC, basée sur la souveraineté alimentaire et les accords de coopération.
- Création de pôles publics financiers régionaux comme alternative au financement par les actionnaires.
- Suppression des stock-options, mise en place d'un système public de l'épargne.
- Refonte des cotisations sociales, étendues notamment aux profits financiers, parallèlement au déclin de la CSG et de la CRDS.
- Doublement sur cinq ans de la part des impôts progressifs dans le budget de l'Etat, et réduction proportionnelle des impôts indirects comme la TVA.
- Fixation du minimum imposable à 18 000 euros ; triplement de l'ISF pour les patrimoines supérieurs à 1,2 million d'euros.
- Modulation de l'impôt sur les entreprises en fonction de l'utilisation des bénéfices (réinvestissement ou distribution aux actionnaires).

### Education

- Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, suppression de l'apprentissage à 14 ans.

- Revalorisation du budget de l'éducation nationale à hauteur de 7 % du PIB ; doublement du budget de la formation professionnelle.
- Recrutement et formation de 150 000 enseignants et 45 000 personnels d'accompagnement sur cinq ans ; retour des personnels non enseignants au sein de l'éducation nationale.
- Doublement du financement de la recherche ; exonération de la TVA pour les établissements publics de recherche.
- Augmentation du budget de la jeunesse et des sports à 1% du PIB.

## Environnement

- Lancement d'un grand programme de recherche sur les économies d'énergie.
- Création d'un pôle public de l'énergie, regroupant EDF, GDF, Areva, Total et la Cogema.
- Réflexion autour d'une production d'énergie nucléaire propre, durable et 100 % publique.
- Moratoire sur la production d'OGM en plein champ.
- Mise hors la loi des pavillons de complaisance.
- Création d'un impôt sur les profits pétroliers pour financer un Fonds national de lutte anti-pollution.
- Application du protocole de Kyoto ; suppression du droit à polluer.

## Europe

- Vote sur un nouveau traité européen, comportant une charte des droits fondamentaux contraignante, soumis à référendum dans tous les pays.
- Recul des pouvoirs de la Commission européenne au profit du Parlement européen et des parlements nationaux.
- Soumission de la Banque centrale européenne au contrôle des parlements nationaux.
- Suppression du pacte de stabilité au profit d'un financement concerté de politiques de développement.
- Refus des directives de libéralisation des services publics ; création d'un réseau européen d'entreprises publiques.

## Famille et logement

- Construction en cinq ans de 600 000 logements HLM, application de la loi SRU imposant 20 % de logements sociaux par commune.
- Interdiction des saisies, des expulsions, des coupures d'eau, de gaz et d'électricité.
- Interdiction des ventes à la découpe.
- Financement à hauteur de 2 % du PIB d'un service décentralisé du logement et de l'habitat.
- Reconnaissance du droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels.

## Immigration et intégration

- Régularisation de tous les sans-papiers, respect du droit d'asile, suppression des zones d'attente des centres de rétention, rétablissement de l'aide médicale d'Etat.
- Le droit de vote sera accordé à tous les immigrés après trois ans de résidence pour les élections locales et dix ans pour les élections nationales.
- La lutte contre les discriminations sera déclarée grande cause nationale.

#### Institutions et réforme de l'Etat

- Election d'une Assemblée constituante pour la création d'une nouvelle République.
- Instauration du référendum d'initiative populaire.
- Généralisation du vote à la proportionnelle, obligation de respecter la parité, diminution de la durée des mandats et interdiction des cumulés.
- Suppression du Sénat.
- Election du président de la République au suffrage indirect pour cinq ans.
- L'indépendance de la justice sera contrôlée par le Conseil supérieur de la justice, dont le président de la République et le garde des sceaux seront exclus.
- Abolition de l'article 49-3.
- Revalorisation de 10 % des salaires des fonctionnaires.
- Création d'un Haut Conseil de la laïcité.
- Abandon des privatisations de services publics, qui seront exclus de l'Accord général sur les commerces et les services.

#### Justice et sécurité

- Abrogation des lois Perben et Sarkozy.
- Redéploiement d'une police de proximité.
- Renforcement de la prévention par le développement de l'action sociale.
- Présence obligatoire d'un avocat dès la première heure de garde à vue.
- Accompagnement de toute peine de prison d'un projet global de réinsertion.

#### Politique étrangère et défense

- Emancipation vis à vis de l'OTAN.
- Aide financière au développement des anciennes colonies françaises.
- Application stricte des traités de non-prolifération nucléaire.
- Soutien à la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, vivant dans une sécurité partagée avec Israël.
- Démantèlement des bases militaires en Méditerranée.

#### Santé et retraites

- Abrogation de la réforme Douste-Blazy.
- Objectif de 100 % des dépenses de soins remboursées ; remboursement immédiat à 100 % de tous les modes de contraception.
- Rétablissement de l'élection des administrateurs de la Sécurité sociale par les assurés.

- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein pour 37,5 années de cotisation.
- Développement du système de retraites par répartition.

## ***Les principales propositions de Dominique Voynet***

### Economie et emploi

- Hausse du smic à 1 500 euros.
- Création d'une taxe pour les entreprises bénéficiaires qui licencient.
- Vote d'une loi-cadre pour favoriser la transmission aux salariés d'une PME dont le responsable part à la retraite.
- Prime salariale pour les temps partiels inférieurs à 20 heures par semaine.
- Conditionnement des exonérations de charges sociales à l'application des 35 heures, et à une note sociétale et environnementale.
- Retour au niveau d'imposition de 2000 ; hausse de l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises.
- Proportionnalité de la taxe professionnelle à l'empreinte écologique des entreprises ; exonération des investissements écologiques dans le calcul de l'impôt sur les sociétés.
- Les créateurs d'entreprises pourront bénéficier pendant trois ans et sur les 2 000 premiers euros de leur rémunération des droits sociaux des salariés.

### Education

- Création d'une allocation autonomie pour les 18-25 ans.
- Restauration des locaux et augmentation du financement des universités.
- Lancement de contrats d'éducation innovants pour 200 établissements en 2008 : mise en valeur du débat, de la créativité et de la culture.

### Environnement

- Abandon de l'énergie nucléaire d'ici à 2030.
- Réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.
- Vote de deux lois-cadres sur la protection et la restauration de la nature ; arrêt des projets destructeurs d'espaces naturels (Port autonome de Nantes, projets autoroutiers).
- Interdiction des OGM.
- Création d'un plan d'urgence pour les transports, visant à développer le ferroviaire.

### Europe

- Harmonisation de la fiscalité sur le gazole.
- Développement d'un service public ferroviaire européen.
- Instauration de normes anti-pollution plus contraignantes pour les véhicules.
- Réforme de la politique agricole commune : subventions soumises au respect de critères environnementaux ; interdiction de vendre des produits alimentaire à un prix inférieur à celui du marché local.

### Famille et logement

- Remplacement de la loi de solidarité urbaine(SRU) par une loi de ressources urbaines écologiques et sociales (RUES), préservant la mixité sociale dans un cadre écologique.
- Inscription du droit au logement dans la Constitution.
- Construction d'un million de logements sociaux sur cinq ans.
- Les opérations de déconstruction et de reconstruction des ensembles HLM seront soumis à référendum local.
- Accord du droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels.

#### Immigration et intégration

- Régularisation de tous les sans-papiers.

#### Institutions et réforme de l'Etat

- Retour de la gestion de l'eau au sein des services publics.
- Suppression de la publicité sur les chaînes de télévision publiques.
- Droit de vote et d'éligibilité pour tous les étrangers résidant en France.
- Dessaisissement du ministère de l'intérieur de ses prérogatives sur l'immigration.

#### Justice et sécurité

- Abrogation des lois sur la sécurité votées depuis 2001 (immigration, prostitution, gens du voyage).
- Création d'un numerus clausus dans les prisons et promotion des peines alternatives pour lutter contre la surpopulation carcérale.
- Vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes.

#### Santé et retraites

- Instauration d'un système de représentation des usagers des services de santé.
- Financement du système de soins par tous les revenus, et plus uniquement ceux des salariés.
- Légalisation du cannabis et dépénalisation des autres drogues.

## ***Les principales propositions de Philippe de Villiers***

### Culture et communication

- Promotion de l'art français et européen dès l'école primaire.
- Faire du développement de la francophonie une grande priorité du quinquennat ; promotion de la culture française à l'étranger.

### Economie et emploi

- Baisse des charges de 50 % pour les PME-PMI. Exonération pendant deux ans de toutes les charges sociales pour les créateurs de petites entreprises.
- Création d'un label « 100 % français » pour les produits fabriqués en France.
- Remplacement des charges sociales par une TVA sociale sur les produits fabriqués à l'étranger.
- Abrogation des 35 heures.
- Suppression du monopole de l'ANPE ; radiation des chômeurs refusant plus de deux offres correspondant à leur formation et à leur zone géographique.
- Suppression du monopole syndical et du financement public des syndicats.
- Le versement du RMI sera soumis à la participation à une activité sociale, associative ou humanitaire.
- Inscription dans la Constitution d'un taux d'imposition obligatoire de 33 % maximum.

### Education

- Suspension des allocations familiales pour les parents qui ne respectent pas leurs devoirs.
- Instauration d'un revenu parental d'éducation de 1000 euros net.
- Suppression des IUFM, remplacés par des instituts de formation plus stricts.
- Suppression du collège unique et de la carte scolaire.
- Stage obligatoire d'un mois chez un artisan ou à l'usine en fin de troisième.
- Instauration de l'uniforme à l'école.
- Réforme des programmes d'instruction civique pour mettre en avant la grandeur de la France ; un drapeau tricolore dans toutes les cours de récréation.
- Interdiction de la fermeture de classes de primaire dans les communes rurales.

### Environnement

- Application du principe de précaution sur les OGM.
- Instauration du principe « pollueur-payeur ».
- Multiplication des dégrèvements fiscaux pour les investissements écologiques.

## Europe

- Instauration de tarifs douaniers fluctuants aux frontières de l'Europe.
- Interruption des négociations sur l'adhésion de la Turquie.
- Baisse unilatérale de la TVA sur la restauration.
- Création d'un marché commun agricole avec les pays qui ont une politique de souveraineté alimentaire et rétablissement de la préférence communautaire pour les produits agricoles.
- Instauration d'un contrôle politique sur la Banque centrale européenne.

## Famille et logement

- Création d'un service civique ou militaire de six mois pour une partie des jeunes Français.
- Création d'un prêt à taux zéro familial pour l'accession à la propriété d'un logement social.
- Abrogation de la loi SRU.
- Avantages fiscaux pour les jeunes couples, les commerçants et les professions médicales qui s'installent dans une commune rurale.
- Refus du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels ; inscription de ce principe dans la Constitution.
- Politique d'incitation fiscale au mariage ; remise en cause du régime fiscal du pacs.
- Versement des allocations familiales uniquement aux parents français.
- Création d'un ministère de la famille.

## Immigration et intégration

- Abrogation du regroupement familial.
- Réforme du droit du sol ; interdiction de la double nationalité.
- Rétablissement de la double peine.
- Expulsion de tous les clandestins ; dissolution des associations de soutien aux sans-papiers.
- Création d'un ministère du codéveloppement, pour fixer les populations dans leur pays d'origine : priorité aux pays francophones et à ceux qui encouragent le retour de leur population.
- Instauration d'une préférence pour les Français dans l'emploi et le logement.
- Suspension de la construction de mosquées ; dissolution du Conseil français du culte musulman.

## Institutions et réforme de l'Etat

- Inscription du droit au travail dans la Constitution.
- Instauration d'un service minimum dans les transports publics ; droit de grève soumis à un vote à bulletin secret.

- Instauration du référendum d'initiative populaire, et multiplication des référendums sur les grands sujets de société.
- Mise en place du scrutin proportionnel sur un tiers des sièges aux législatives.
- Suppression de l'immunité parlementaire.
- Non-renouvellement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique.
- Obligation de résultats et rémunération au mérite pour les fonctionnaires.

#### Justice et sécurité

- Suppression de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants.
- Imposition d'une « peine certaine » pour les petits délits.
- Référendum sur le rétablissement de la peine de mort.
- Suppression de la libération conditionnelle pour certains condamnés à perpétuité.
- Dissolution des syndicats de magistrats.
- Assouplissement des sanctions pour les petits délits routiers.
- Construction de 20 000 places supplémentaires en prison ; séparation des condamnés en fonction du type de délits commis.

#### Politique étrangère et défense

- Augmentation de 5 % du budget de la défense.
- Vote d'une loi interdisant aux investisseurs étrangers de contrôler un secteur stratégique.

#### Santé et retraites

- Libéralisation de l'âge de la retraite.
- Abolition des régimes spéciaux et harmonisation des régimes public-privé.
- Epargne salariale obligatoire ; établissement de la pension de réversion à 100 % de la retraite du conjoint.
- Instauration d'un quotient familial (à partir du troisième enfant) pour les retraites.
- Indexation des retraites des agriculteurs sur le régime général.

## ***Les principales propositions de José Bové***

### Culture et communication

- Développement de la création et de l'accès aux ?uvres artistiques à l'école.
- Défense du droit à l'exception culturelle pour tous les peuples.

### Economie et emploi

- Disparition progressive du temps partiel et des contrats précaires au profit du CDI à temps plein.
- Abrogation du contrat nouvelle embauche et de la loi sur l'égalité des chances.
- Fin des exonérations fiscales accordées aux entreprises.
- Droit de veto suspensif sur les licenciements et les délocalisations pour les élus du personnel.
- Droit de préemption et de réquisition accordé aux salariés et aux collectivités locales pour les entreprises abandonnées par leur patron.
- Rétablissement et renforcement de l'autorisation administrative de licenciement, interdiction des licenciements boursiers.
- Hausse du smic à 1 500 euros net, augmentation des minima sociaux.
- Obligation de rémunérer les stages en entreprise.
- Embauches massives dans la fonction publique.
- Application pleine des 35 heures avant passage aux 32 heures sans perte de salaire.
- Mesures contraignantes pour les employeurs afin d'obtenir l'égalité salariale entre hommes et femmes.
- Revalorisation de l'impôt sur les patrimoines importants, les entreprises, les profits non réinvestis et la publicité.
- Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité.
- Instauration d'un contrôle public sur les banques et les assurances, création d'un service bancaire de base universel et gratuit.

### Education

- Gratuité réelle de l'éducation, de la maternelle à l'université.
- Possibilité de scolariser les enfants dès 2 ans.
- Plan pluriannuel de recrutement d'enseignants et de lutte contre l'échec scolaire.

### Environnement

- Interdiction de la culture d'OGM et du brevetage du vivant.
- Fin des subventions agricoles à l'exportation, redistribuées au profit des filières agricoles promouvant le développement durable.
- Gratuité des transports publics.
- Retour à une gestion publique de l'eau et des déchets.
- Sortie progressive du nucléaire ou maintien d'un nucléaire sécurisé et public, après débat.

- Soutien à la création d'une organisation mondiale de l'environnement.
- Plan d'économies d'énergie dans les logements et de développement des énergies renouvelables.
- Publication régulière d'une liste des espèces en voie de disparition et des risques environnementaux.

## Europe

- Refus de toute libéralisation des services ; sortie de l'Accord général sur le commerce des services.
- Instauration de partenariats entre les services publics des pays européens.
- Retrait du pacte de stabilité pour pouvoir investir dans les services publics.
- Inscription dans la Constitution du droit du peuple de refuser une loi ou des règles européennes au moyen du suffrage universel direct.
- Lancement d'un débat afin de lancer une refondation de l'Europe sur des bases autres que la concurrence « libre et non faussée ».
- Création de normes sociales européennes.
- Vote d'une charte des droits et des libertés contraignante, intégrant la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.
- Renforcement des pouvoirs du Parlement européen, renforcement des droits d'initiative citoyenne.

## Famille et logement

- Encadrement des loyers par l'Etat.
- Possibilité de recours en justice face à l'Etat pour obtenir un logement.
- Instauration de taxes importantes sur la spéculation immobilière.

## Immigration et intégration

- Régularisation des sans-papiers et octroi d'une carte de séjour de dix ans.
- Abrogation des lois Sarkozy sur l'immigration.
- Reconnaissance des violences sexistes et lesbophobes comme motif pour obtenir le droit d'asile.
- Droit de vote pour les étrangers aux élections locales et européennes.

## Institutions et réforme de l'Etat

- Instauration d'une VI<sup>e</sup> République, par élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante et validation d'une nouvelle Constitution par référendum.
- Suppression du Sénat, subordination de l'exécutif à l'Assemblée nationale, généralisation de la proportionnelle.
- Application stricte du non-cumul des mandats et limitation de leur renouvellement.
- Instauration du droit d'initiative populaire.
- Abrogation des lois Raffarin de décentralisation.
- Instauration de la parité à tous les niveaux de décision.

- Abrogation des lois de privatisation ; rétablissement du monopole public dans l'énergie, les transports, les télécommunications, les activités postales, les autoroutes.
- Encadrement strict des délégations de service public au privé.

#### Justice et sécurité

- Réinstauration de la police de proximité.
- Réorientation de la formation des forces de l'ordre vers la prévention et la déontologie.
- Instauration d'un contrôle citoyen sur l'action des forces de l'ordre.
- Amélioration des conditions de travail des forces de l'ordre.
- Rejet des polices municipales et privées.
- Limitation des comparutions immédiates et de la détention préventive.
- Augmentation des moyens de prévention et d'accueil pour les femmes victimes de violences.

#### Politique étrangère et défense

- Annulation de la dette des pays du Sud.
- Rupture avec l'OTAN et la politique des Etats-Unis.
- Refus de la banalisation et de l'utilisation de l'arme nucléaire.
- Lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires.

#### Santé et retraites

- Abrogation des réformes de la protection sociale.
- Prise en charge à 100 % des dépenses de santé.
- Rétablissement de la retraite à taux plein à 60 ans, sur la base des 37,5 annuités, avec retour de l'indexation des retraites sur les salaires.
- Droit à l'avortement libre et gratuit ; augmentation des moyens du planning familial.

## ***Les principales propositions d'Arlette Laguiller***

### Economie et emploi

- Rendre publics les comptes des entreprises, notamment des plus grandes, pour instaurer un contrôle de l'utilisation des fonds.
- Augmentation de 300 euros de tous les salaires.
- Augmentation importante et progressive de l'impôt sur le revenu, à partir de la deuxième tranche.
- Prise en compte des plus-values immobilières et mobilières dans le calcul de l'impôt sur le revenu.
- Baisse de la taxe sur les carburants.
- Rétablissement des droits de succession au-delà d'un certain seuil.
- Rétablir l'impôt sur les sociétés à 50 % des bénéfices.
- Suppression de toutes les niches fiscales.
- Suppression de la TVA.
- Suppression des contrats provisoires, du travail à temps partiel imposé, du CNE.
- Interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des profits ou qui veulent délocaliser.
- Instauration d'un contrôle sur les échanges de capitaux.

### Education

- Instauration de la gratuité totale de l'éducation, y compris des cantines scolaires.
- Embauche massive d'enseignants pour réaliser l'égalité d'accès à l'éducation.

### Environnement

- Augmentation des impôts sur les bénéfices des pétroliers, des constructeurs automobiles et des entreprises agrochimiques.

### Europe

- Lever toute entrave à la liberté de circulation et d'installation des personnes au sein de l'Union européenne.

### Famille et logement

- Construction de deux millions de logements sociaux en deux ans.
- Réquisition des terrains nécessaires à la construction de logements sociaux, avec dédommagement au niveau d'avant la flambée des prix.
- Baisse des loyers à leur niveau d'il y a cinq ans, puis blocage du montant.
- Priorité à la création d'un service public du logement.

### Immigration et intégration

- Fin de l'exploitation et du pillage des ressources des pays du Sud.

#### Institutions et réforme de l'Etat

- Financement par l'Etat des charges transférées aux collectivités locales.
- Fin des privatisations ; renationalisation totale d'EDF, GDF, la Poste, les télécoms, l'eau.

#### Justice et sécurité

- Lutte contre la précarité, cause de l'insécurité.

#### Politique étrangère et défense

- Politique active de médiation au Proche-Orient, par l'intermédiaire de l'Union européenne.

#### Santé et retraites

- Augmentation de 300 euros de toutes les retraites.
- Suppression du forfait hospitalier.
- Prise en charge à 80 % de tous les frais médicaux.
- Alignement des retraites du privé sur les régimes spéciaux.
- Retour aux 37 ans et demi de cotisations et à la pension calculée sur les dix meilleures années et sur la totalité des revenus, primes et compléments compris.

## ***Les principales propositions de Frédéric Nihous***

### Culture et communication

- Développer les réseaux culturels ruraux et les échanges avec les zones urbaines.
- Assurer la couverture générale du territoire pour la téléphonie mobile et la généralisation des lignes à haut débit.

### Economie et emploi

- Créer des zones franches pour les territoires ruraux en déclin.
- Soutenir une PAC équilibrée et défendre fermement l'agriculture française dans le cadre de l'OMC et de l'UE.
- Prise en charge par les collectivités des baux commerciaux des entreprises et artisans en zones rurales.
- Favoriser la transmission et la reprise des entreprises en allégeant les charges pendant les premières années d'exploitation.
- Favoriser la création d'emplois dans les commerces de proximité, les PME et chez les artisans, et développer l'information sur la création d'entreprises.
- Faciliter la diversification des activités pour les agriculteurs.
- Créer un guichet unique pour faciliter les démarches administratives des petites entreprises.
- Baisser la TVA sur les produits de restauration.
- Imposer le remboursement des aides et remboursements publics en cas de délocalisation.
- Modifier les 35 heures pour garantir davantage de flexibilité.

### Education

- Maintien des moyens matériels dans les crèches, garderies, écoles et formations en alternance de proximité.
- Assurer la création d'un parc informatique équitablement réparti sur l'ensemble du territoire.
- Réhabiliter l'enseignement professionnel en améliorant l'orientation vers ces filières.
- Faire connaître les métiers de l'artisanat en multipliant les stages en entreprises dès la classe de troisième.
- Favoriser l'initiation à l'histoire et aux langues régionales.

### Environnement

- Interdiction des OGM, sauf à but médicinal.
- Promouvoir les produits du terroir.
- Offrir une réelle sécurité alimentaire par la promotion des produits de qualité grâce à l'étiquetage et à la traçabilité.
- Interdire de construire des usines à fort risque dans les zones habitées.
- Combattre la politique environnementale sectaire des Verts.

- Développer les énergies renouvelables, à la condition qu'elles soient des énergies complémentaires et non de substitution.
- Modifier la directive européenne 92/43 sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore.
- Modification de la directive européenne 79/409 pour permettre à chaque Etat de fixer lui-même ses dates de chasse.
- Rattachement complet de la chasse au ministère de l'agriculture et non plus au ministère de l'écologie.
- Moratoire sur l'interdiction du plomb dans les cartouches.
- Réduire le prix du permis de chasse.
- Sauvegarder toutes les pêches traditionnelles et sportives.
- Exploiter le potentiel des aéroports régionaux en favorisant les connexions plutôt que de construire de nouveaux grands aéroports.
- Rétablir et développer le transport fluvial.
- Améliorer les accès aux routes, autoroutes, aéroports, lignes ferroviaires et fluviales.

## Europe

- Imposer un référendum pour toute nouvelle adhésion et tout nouveau traité.
- Refus de l'adhésion de la Turquie.
- Possibilité pour les Etats membres de demander un vote de confirmation sur des textes européens en application tous les cinq ans.
- Doter le Parlement européen du pouvoir d'initiative.
- Supprimer le collège des commissaires européens.
- Donner un droit de veto à chaque Etat présent au Conseil européen.
- Limiter l'autorité de la Cour de justice des Communautés européennes, qui ne pourra être saisie que pour les différends entre Etats.
- Limiter les pouvoirs de la Banque centrale européenne.

## Famille et logement

- Offrir à chacun l'égalité des chances en matière d'équipements – crèches, garderies, facilités de services –, notamment dans les zones rurales.
- Développer une politique du logement en liaison avec les communes pour améliorer l'offre de logements en zones rurales.

## Institutions et réforme de l'Etat

- Renforcement du rôle des parlements et des élus.
- Utilisation accrue du référendum sur les grandes questions de politique française ou européenne.

## Justice et sécurité

- Empêcher les fermetures de commissariats ou de gendarmeries dans les zones rurales.
- Garantir aux victimes un règlement rapide de leurs dommages.

## Santé et retraites

- Préserver les services publics hospitaliers sur tout le territoire français.
- Revaloriser les retraites des agriculteurs.
- Mettre en place une politique à destination des personnes âgées, en créant des emplois communaux d'accompagnement.
- Développer l'aide à domicile pour les handicapés et personnes âgées.
- Adapter les structures d'accueil en privilégiant les petites tailles et la proximité des familles.

## ***Les principales propositions de Gérard Schivardi***

### Culture et communication

- Rétablissement des dispositions garantissant aux artistes salariés une assurance-chômage.
- Maintien des artistes sous le régime du code du travail et non du droit commercial, en rupture avec les directives européennes.

### Economie et emploi

- Interdiction des délocalisations, des licenciements et nationalisation des secteurs-clés de l'industrie et de la banque.
- Abrogation de l'article 87 du traité de Maastricht, qui interdit les aides aux entreprises.
- Renationalisation d'Airbus Industrie.
- Réforme de la politique agricole commune : abandon des mises en jachère organisées ; garantie des prix agricoles fixés par l'Etat ; aide financière aux agriculteurs en difficulté ; frein à la spéculation sur les terres agricoles.
- Obligation pour les entreprises de préparer les apprentis à l'examen du diplôme professionnel.
- Abrogation de toutes les dérogations au CDI ; refus du développement des CDD et du travail à temps partiel.

### Education

- Abrogation de la loi du 13 août 2004, pour maintenir ouvertes les 21 000 écoles de moins de 4 classes menacées de fermeture.
- Réouverture des classes fermées dans les écoles communales, notamment des collèges de moins de 300 élèves.
- Abrogation des lois de décentralisation et fin du transfert du financement de l'éducation aux collectivités territoriales, pour préserver l'égalité des droits à l'instruction et le montant des impôts locaux.
- Abrogation des lois anti-laïques, notamment l'article 89 de la loi d'août 2004, sur le principe « fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée. »
- Réouverture des 336 lycées professionnels fermés depuis 1985 ; rétablissement des 6 375 postes aux concours d'enseignant dans les lycées professionnels supprimés en 2006 ; maintien des 5 500 postes de professeurs menacés pour la rentrée 2007.
- Maintien de diplômes nationaux, reconnus dans les conventions collectives.

### Environnement

- Abolition des directives européennes sur l'eau, qui contraignent les petites communes à privatiser la gestion de l'eau.
- Lutte active contre la désertification des campagnes.

### Europe

- Rupture avec le traité de Maastricht, la « concurrence libre et non faussée », la privatisation des services publics et la libéralisation de l'économie.
- Retour à la souveraineté nationale : rétablissement des codes du travail, des services publics, des droits, de la liberté des communes.

### Famille et logement

- Maintien du droit au logement sous la responsabilité de l'Etat et non des collectivités locales.
- Réquisition des logements vendus par les bailleurs institutionnels pour loger les 100 000 personnes à la rue.
- Arrêt de la démolition des 350 000 HLM décidée par le plan Borloo ; réhabilitation de ces logements sans augmentation de loyer, ni de charges.
- Construction massive de HLM neufs.
- Rétablissement de l'aide à la pierre.
- Interdiction des expulsions locatives.

### Immigration et intégration

- Refus de faire des travailleurs immigrés des boucs émissaires ; égalité des droits sociaux pour les Français et les immigrés.
- Refus d'une « libre circulation des personnes » dans l'espace européen qui soit une mise en concurrence des travailleurs.

### Institutions et réforme de l'Etat

- Arrêt de la fermeture des bureaux de poste, réouverture de ceux qui ont été fermés ; retour à la distribution du courrier 6 jours sur 7, sur l'ensemble du territoire, au tarif unique du timbre.
- Abrogation des directives postales européennes n° 97/60/CE et 2002/39/CE ouvrant la Poste à la concurrence.
- Rétablissement du monopole d'Etat sur la Poste ; maintien du statut de fonctionnaire d'Etat des facteurs et des agents de la Poste, avec les droits et les devoirs afférents.
- Election à la proportionnelle d'une Assemblée constituante qui désigne un gouvernement responsable devant elle.
- Rétablissement des prérogatives des 36 000 communes ; maintien des cantons et des départements.
- Nationalisation et renationalisation des secteurs-clés de l'industrie et de l'économie.

### Justice et sécurité

- Maintien du maire dans son rôle d' élu, et non de juge ou de policier.
- Refus d'accorder à l'Union européenne le droit d'intervenir dans le droit pénal français.
- Maintien de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants.
- Augmentation massive du nombre de juges et des moyens de la justice.

### Politique étrangère et de défense

- Baisse du budget de la défense.
- Refus de soumettre la défense française à l'OTAN.
- Refus d'un traité constitutionnel européen prévoyant l'augmentation des dépenses militaires.

#### Santé et retraites

- Abrogation de la loi Douste-Blazy de 2004.
- Retour aux 37,5 années de cotisation pour tous les salariés, du public comme du privé.
- Maintien des régimes spéciaux et de la dispense de recherche d'emploi pour les plus de 57 ans.
- Annulation des 175 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales pour financer le système des retraites.
- Maintien d'une retraite décente pour les agriculteurs.